Zeitschrift: Actio : un magazine pour l'aide à la vie
Herausgeber: La Croix-Rouge Suisse
Band: 97 (1988)
Heft: 2-3

Artikel: Tant que des hommes souffriront
Autor: Baumann, Bertrand
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-681999

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ETHIOPIE

pie pourra-t-elle faire face à cette situation, alors que ses ports ne permettent à présent de décharger que 90000 tonnes par mois, soit 1,08 million de tonnes par an?

La population s'accroît de 2,9% par an (1,3 million de personnes), tandis que les terres, trop mises à contribution, s'épuisent. La déforestation, qui entraîne une érosion massive des sols, a atteint des proportions alarmantes. La surface boisée occupait en Ethiopie, au début du siècle, 50% des terres: elle n'en occupait plus que 7% en 1970 et 3% en 1986.

Le désert avance

De l'avis de l'agronome du CICR, Serge Traverse, le nord de l'Ethiopie sera devenu désertique d'ici une ou deux dizaines d'années, à moins que des projets de développement à long terme ne soient mis en œuvre. Si, dans les quinze années à venir, l'aide des pays donateurs et la coopération de la population locale sont suffisantes, des programmes de développement pourraient être entrepris et améliorer la situation de façon significative. Il faut, de toute urgence, créer dans ces régions des réservoirs pour l'eau, apprendre à utiliser l'eau de pluie et lancer, notamment, des programmes de reboisement afin de ralentir le processus d'érosion des sols. «L'aide alimentaire est certes indispensable mais l'aide à la réhabilitation profonde est la seule capable de retourner une situation plus que critique», affirme Serge Traverse.

De tels projets de développement ne sont jamais faciles à mettre en œuvre; or, en Ethiopie, un conflit – dont rien n'indique qu'il pourrait prendre fin – vient encore aggraver la situation de crise. □

L'Ethiopie en 1985. En 1988, le CICR veut éviter le retour à une situation comme celle-ci.

Le CICR explique son action

Tant que des hommes souffriront...

Alors que les premiers convois s'élancent sur les routes de la survie, Léon de Riedmatten, responsable de l'opération Ethiopie au CICR, nous explique les raisons de la stratégie adoptée par le CICR et nous dit pourquoi il croit profondément dans l'utilité de l'aide qu'apporte la Croix-Rouge à l'Ethiopie.

Bertrand Baumann

«Actio»: Contrastant avec sa manière habituelle de procéder, le CICR lançait, le 12 novembre dernier, par la voix de son président, un vibrant appel en faveur d'une politique de routes ouvertes en Ethiopie, appel suivi d'une vaste campagne de sensibilisation auprès de la communauté internationale et des forces combattantes concernées sur le terrain. Pourquoi avoir choisi cette démarche?

Léon de Riedmatten: Cette fois-ci, nous avons su assez tôt, dès le mois d'août, qu'une famine d'une ampleur comparable à celle de 1984/1985 était imminente et que la mise sur pied d'une campagne d'assistance à vaste échelle était inéluctable. Mais il ne fallait pas attendre que la situation soit désespérée pour intervenir comme cela avait été le cas il y a trois ans. Nous voulions à tout prix éviter que se reproduise le phénomène des déplacements massifs de populations vers des camps nutritionnels, rapidement débordés et incontrôlables sur le plan médical. Nous devions donc atteindre les populations sur place, au plus près de leurs villages. Or, il ne faut pas oublier que l'Ethiopie est un pays en guerre, avec toutes les conséquences que cela entraîne sur le plan de la sécurité des déplacements, dans les zones qui sont le plus souvent le théâtre d'affrontements. D'où la nécessité de lancer un appel public à toutes les parties concernées pour les sensibiliser à l'impératif humanitaire que représente la situation en Ethiopie actuellement.

Peut-on dire aujourd'hui que cet appel a été pleinement entendu?

Nous avons bien des raisons d'être satisfaits, compte tenu des conditions régnant actuellement en Ethiopie, mais aussi du fait que personne, absolument personne ne nous donnait gagnants dans notre entreprise. Les assurances que

Léon de Riedmatten est entré au CICR en 1979. Après avoir accompli plusieurs missions qui l'ont conduit dans divers pays d'Afrique et d'Asie, il a assumé les fonctions de chef de délégation du CICR en Ethiopie de 1983 à 1986, où il a notamment dirigé sur le terrain la grande campagne d'assistance du CICR en faveur des victimes de la famine. Depuis 1986, il est délégué-général adjoint du département Afrique au siège du CICR à Genève.

nous avons reçues du gouvernement et de l'opposition nous ont permis de passer rapidement au stade de la réalisation concrète de notre programme. Jusque-là, nous n'avons pas été bloqués sur les routes et nos convois arrivent à destination. Aux points de distribution, les gens viennent chercher leur ration et repartent dans leurs villages.

Ce qui ne veut pas dire que nous ne rencontrons aucune difficulté! Notre action, comme toute grande entreprise de ce genre, doit être adaptée au jour le jour. Mais surtout, nous n'avons toujours pas accès à toutes les régions dans lesquelles nous devrions, selon nos critères, être présents. Ces régions sont le Nord-Wollo et le Nord-Gondar, où les signes de sécheresse sont tout aussi alarmants qu'en Erythrée et au Tigré. Au Nord-Wollo, on assiste déjà aux premiers déplacement de population vers les centres urbains, en particulier à Korem. Contrairement à ce qui se passe dans les régions où nous intervenons, les gens ne rentrent pas chez eux, parce qu'ils ont parcouru de très grandes distances à pied et qu'ils craignent de ne plus pouvoir bénéficier des distributions s'ils retournent dans leurs villages. Nous devons donc absolument persister dans nos efforts pour avoir accès à ces régions si nous ne voulons pas voir s'écrouler tout l'édifice que nous avons mis en place. (N.d.l.r.: Peu de temps après cet entretien, le CICR reçut du gouvernement éthiopien l'autorisation d'étendre ses opérations de secours au Wollo et au Gondar.)

L'interruption de ses opérations qu'a connue le CICR de décembre 1986 à mai 1987 à la suite d'un désaccord avec le gouvernement et la Croix-Rouge éthiopiens, n'a-t-elle pas eu des conséquences néfastes sur son aptitude à faire face à une campagne d'assistance de grande envergure? En d'autres termes, la logistique suit-elle?

Je dirais au contraire que cette interruption a été bénéfique. Tout l'appareil logistique que nous avions mis en place est resté opérationnel, même pendant la période d'interruption de nos activités. Nous avons même réussi à conserver 25000 tonnes de céréales, que nous n'avions pu distribuer dans le passé et qui nous ont permis de commencer sans retard les distributions là où nous le pouvions.

Ce succès inattendu, comme vous le laissez entendre, du CICR, ne l'expose-t-il pas aux tentatives d'utilisation à des fins politiques de l'aide qu'il est en train de fournir? Ne risque-t-on pas une situation analogue à 1985 où le gouvernement a profité de la situation créée par la famine et des regroupements de population dans des camps pour accélérer sa politique de réinstallation, une manœuvre qui avait déclenché une virulente polémique dénonçant la complicité des organismes d'entraide?

Les risques d'utilisation de l'aide humanitaire à des fins politiques sont et seront toujours latents. Mais une certaine marge de manœuvre pour prévenir ce danger existe. A ce propos, j'aimerais revenir à la famine de 1985 et à la polémique qu'elle a provoquée, polémique dans laquelle d'ailleurs je me sens directement concerné. J'ai regretté que ses auteurs aient en quelque sorte «oublié» le CICR, parce que ce que nous avions réussi à l'époque contredisait leur thèse. S'il y a une institution qui a toujours réagi à l'époque à propos des réinstallations et de ses abus, c'est bien le CICR! Et effectivement, il fallait réagir. Indépendamment des volontés du gouvernement éthiopien, nous nous sommes battus pour mettre en place un programme de distribution de semences, donnant ainsi aux populations la possibilité de quitter les camps de la faim pour retourner chez elles. Nous leur garantissions ainsi des distributions régulières aussi longtemps que la situation climatique l'exigeait et les avons sans cesse encouragées à replanter dès que les pluies se sont mises à retomber.

C'est la même stratégie que nous avons aujourd'hui adoptée et c'est le même type de dialogue que nous avons instauré avec la population. Nous essayons de lui garantir des livraisons régulières de vivres, mais lui demandons de retourner dans les villages entre deux distributions. Nous entendons continuer à agir ainsi, en toute indépendance, jusqu'à ce que la situation s'améliore.

Mais il y a une autre dimension du problème, qui est celle des limites de l'aide d'urgence. Distribuer des semences dans des régions où les sols sont notoirement épuisés, comme vous envisagez de le faire à nouveau, est-ce bien opportun?

Vous posez le problème de la nécessaire prolongation de l'aide d'urgence par des projets de développement, qui s'attaquent en profondeur aux problèmes structurels à l'origine de la famine. Nous travaillons à la mise sur pied de projets limités de développement acceptables par toutes les parties en présence, prolongeant l'aide d'urgence. Il s'agit là de quelque chose de nouveau pour le CICR. Mais pour faire du développement à plus long terme et à grande échelle, il faut d'abord que la guerre cesse! Songez que certaines régions d'Ethiopie connaissent une situation de conflit depuis 26 ans! Et là, il n'est malheureusement pas en notre pouvoir de négocier un arrêt des hostilités.

Si la guerre est cause de beaucoup des maux dont souffre l'Ethiopie, la véritable urgence n'est-elle pas de tout tenter pour faire cesser le conflit? L'Ethiopie mais aussi le CICR pourraient-ils se permettre d'alerter une nouvelle fois dans trois ans la communauté internationale dans le cas où une nouvelle famine éclaterait?

Je ne crois pas que ce soit le rôle du CICR de se charger d'une tâche éminemment politique. Il appartient à la communauté internationale tout entière d'assumer la responsabilité du problème éthiopien et de chercher à y remédier. Indirectement, en coulisses, le CICR intervient pour rappeler à qui de droit certaines priorités.

Vous qui êtes, depuis des années, un acteur de l'aide humanitaire et qui connaissez si bien l'Ethiopie, n'êtes-vous pas aujourd'hui découragé par la perspective de devoir affronter une situation pratiquement identique à celle d'il y a trois ans?

Adi Gudum, dans le Tigré central, janvier 1988. Distribution de rations mensuelles de farine, d'huile et de haricots.
(Photos: Thierry Gassmann, CICR)

Je suis au fond très partagé. D'un côté, je pense qu'il est inadmissible qu'une telle catastrophe se produise et que le monde a aujourd'hui les moyens de la prévenir. De l'autre, l'être humain que je suis ne peut rester sans rien faire devant les images atroces des enfants affamés et qu'on laisse mourir parce qu'il n'y a plus rien à faire. J'ai vécu l'Ethiopie des années 1984/85. Trois ans après, je n'ai pas envie de revivre des images encore si présentes. Tant que des hommes souffriront, je prendrai le parti de l'aide. □